

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 1603

[C - 2004/31197]

1^{er} AVRIL 2004. — Arrêté 2003/1235 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et les centres d'hébergement pour personnes handicapées et l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés

Le Collège,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 36, 37 et 38;

Vu l'arrêté 99/262/E1 du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées;

Vu l'arrêté 99/262/E2 du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés;

Vu l'arrêté 99/262/E3 du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et les centres d'hébergement pour personnes handicapées;

Vu l'arrêté 99/262/E4 du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés;

Vu l'arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné les 26 novembre et 1^{er} décembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 2003;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget, donné le 10 décembre 2003;

Vu la délibération du Collège du 11 décembre 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 36.381/4 du Conseil d'Etat donné en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté 99/262/E1 du Collège de la Commission communautaire française du 25 avril 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées*

Art. 2. L'article 5 point 13 est remplacé par :

« Transmettre à l'administration, dans les cinq jours les avis d'entrée et de sortie des personnes handicapées accueillies ou hébergées selon les modèles fixés par celle-ci et informer l'administration des sorties prévues dans un délai connu. »

Art. 3. A l'article 16, alinéa 1^{er}, les mots « le Membre du Collège » sont remplacés par les mots « le Collège ».

Art. 4. A l'article 33, § 2, ajouter un 4^e alinéa libellé comme suit :

« A la date de l'agrément initial, et pour toute demande d'agrément introduite avant le 30 juin 2004, si le nombre de personnes accueillies ou hébergées au sein du centre est inférieur au nombre prévu par l'article 5 point 6 de E1 tel que modifié par l'article 10, 3^e alinéa de E3, la norme est calculée sur base du nombre de personnes inscrites, sans que le § 3 de l'article 5 ne s'applique. »

Art. 5. A l'article 34, § 1^{er} est ajouté un alinéa libellé comme suit « La décision de l'équipe pluridisciplinaire prend effet à partir du mois qui suit celle-ci ». Au § 2 du même article, les mots « d'une fonction reprise parmi le personnel médical ou dans l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale ou parmi le personnel technique » sont remplacés par « dans une catégorie de personnel ».

Art. 6. A l'article 35, second alinéa, le mot « antérieure » est remplacé par « pénultième ».

Art. 7. A l'article 36, le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante : « § 1^{er}. Les membres du personnel sont répartis entre les cinq catégories suivantes :

- le personnel médical;
- l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale;
- le personnel administratif et comptable;
- le personnel de direction;
- le personnel technique. »

Art. 8. A l'article 36, § 3, les mots « de direction, de l'équipe administrative » sont remplacés par les mots « du personnel de direction, du personnel administratif et comptable ».

Art. 9. A l'article 38 le point 4 est complété par la disposition suivante : « La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné. »

Art. 10. A l'article 45, § 2, les mots « ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale » sont ajoutés entre les mots « des frais de secrétariat social » et « à condition que ».

Art. 11. A l'article 46, § 2, dernier alinéa, le mot « accueillies » est remplacé par « inscrites » et après les mots « centre de jour », sont ajoutés les mots « ou en centre de jour pour enfants scolarisés tel que défini dans l'arrêté 99/262/E2 du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés ».

Art. 12. A l'article 51, § 1^{er}, les montants de « € 90 » et « € 164 » sont remplacés par « maximum € 82,50 » et « maximum € 150,00 ».

Art. 13. A l'article 51, est ajouté un troisième paragraphe libellé comme suit : « Les montants prévus au présent article sont réduits en tenant compte de 30 jours par mois au prorata :

- des jours d'absence justifiés par un certificat médical,
- des jours d'absence justifiés par un certificat d'hospitalisation,
- des jours d'absence justifiés par une décision judiciaire de placement,
- des jours d'absence dans le mois au cours duquel la convention de prestations personnalisée débute ou s'achève. »

Art. 14. A l'article 52, point 2, le terme « maximum » est ajouté avant le montant « € 838 »

Art. 15. A l'article 52, les points 4, 5, 6 et 7 sont supprimés.

Art. 16. A l'article 52, est créé un nouveau point 4 libellé comme suit : « Les montants prévus au présent article sont réduits en tenant compte de 30 nuits par mois au prorata :

- des jours d'absence justifiés par un certificat médical,
- des jours d'absence justifiés par un certificat d'hospitalisation,
- des jours d'absence justifiés par une décision judiciaire de placement,
- des jours d'absence dans le mois au cours duquel la convention de prestations personnalisée débute ou s'achève,
- des jours d'absence de 24 heures consécutives pendant les week-ends et les jours fériés, le week-end s'étendant du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étendant de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures,
- des jours d'absence durant les périodes de vacances scolaires pour la personne handicapée âgée de moins de 21 ans ou âgée de plus de 21 ans et scolarisée,
- de maximum 30 jours d'absence pour vacances pour la personne handicapée à partir de 21 ans et non scolarisée. »

Art. 17. L'article 53 est abrogé.

Art. 18. L'article 56 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1^{er} Si la personne handicapée ne peut verser le montant maximum de la contribution financière fixée à l'article 51, celui-ci est réduit par l'Administration en fonction :

- du revenu net imposable figurant dans l'avertissement extrait de rôle le plus récent de la famille lorsque la personne handicapée est âgée de moins de 21 ans;
- de ses revenus et de ses charges réelles lorsque la personne handicapée est âgée de 21 ans et plus.

§ 2. Si la personne handicapée ne peut verser le montant maximum de la contribution financière fixée à l'article 52, point 1, celui-ci est réduit par l'Administration en fonction du revenu net imposable figurant dans l'avertissement extrait de rôle le plus récent de la famille.

§ 3. Si la personne handicapée ne peut verser le montant maximum de la contribution financière fixée à l'article 52, point 2, celui-ci est réduit par l'Administration en fonction de ses revenus et ses charges réelles.

§ 4. Lorsque la personne handicapée voit ses revenus et charges modifiés, elle est tenue de fournir les pièces attestant de cette modification. Le montant de la contribution financière est revu par l'Administration en fonction desdites pièces.

§ 5. Le montant réduit de la contribution financière ne peut être inférieur à la moitié des montants prévus aux articles 51 et 52. »

Art. 19. A l'article 58, les mots « conformément aux modalités prévues dans la convention de prestations personnalisée » sont ajoutés entre les mots « de la contribution financière » et les mots « les frais exposés ».

Art. 20. A l'article 60, les mots « 31 juillet » sont remplacés par les mots « 30 juin ».

Art. 21. A l'article 71, la formule :

$$\frac{\text{Montant de base au 31.12 de l'année n-1} \times \text{indice-santé moyen de l'année n-1}}{\text{indice-santé moyen de l'année n-2}}$$

est remplacée par la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice-santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2001}}$$

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté 99/262/E2 du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés*

Art. 22. A l'article 3 dernier alinéa, le terme « sont » est remplacé par « peuvent être ».

Art. 23. A l'article 5, les mots « 18. transmettre à l'administration, dans les cinq jours ouvrables, un avis relatif aux nouvelles entrées et sorties des personnes handicapées prises en charge, dont le modèle est fixé par l'administration » sont ajoutés après le point 17.

Art. 24. A l'article 10, alinéa premier, les mots « prises en charge » sont remplacés par les mots « pouvant être prises en charge par le centre ».

Art. 25. A l'article 10, second alinéa, les mots « une année scolaire » sont remplacés par les mots « la période allant du 1^{er} septembre d'une année déterminée au 31 août de l'année suivante ».

Art. 26. A l'article 32, le point 3 est complété par la disposition suivante : « La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM.

Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné. »

Art. 27. A l'article 44, sont ajoutés deux alinéa libellés comme suit :

« En fonction de la présence hebdomadaire indiquée dans la convention de prestations personnalisée, la contribution financière est réduite par 10^e au prorata des demi-jours d'absence prévus.

La contribution financière est due pour les cinq premiers jours de toute absence de plus de cinq jours ouvrables et justifiés par un certificat médical. »

Art. 28. A l'article 45, les mots « ou d'inscription » sont ajoutés entre les mots « jour de présence » et les mots « est de 4 euros ».

Art. 29. L'article 48 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Si la personne handicapée ne peut verser le montant maximum de la contribution financière fixée à l'article 44, celui-ci est réduit par l'Administration en fonction du revenu net imposable figurant dans l'avertissement extrait de rôle le plus récent de la famille.

Le montant réduit de la contribution financière ne peut être inférieur à la moitié des montants prévus aux articles 44 et 45. »

Art. 30. A l'article 52, les mots « 31 juillet » sont remplacés par les mots « 30 juin ».

Art. 31. A l'article 56, la formule :

$$\frac{\text{Montant de base au 31.12 de l'année n-1} \times \text{indice-anté moyen de l'année n-1}}{\text{indice-anté moyen de l'année n-2}}$$

est remplacée par la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice-santé de décembre de l'année antérieure}}{\text{indice-santé de décembre 2001}}$$

Art. 32. A l'article 58, second alinéa, le nombre « 2004 » est remplacé par le nombre « 2005 ».

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté 99/262/E3 du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour et les centres d'hébergement pour personnes handicapées*

Art. 33. A l'article 5, § 2, d), 2^e alinéa, les mots « accueil de jour » sont remplacés par les mots « prise en charge par un centre de jour ».

Art. 34. A l'article 5, § 2, d), un 3^e alinéa est ajouté : « Cette norme est attribuée par 10^e au prorata du nombre de demi-jours de présence au centre d'hébergement ».

Art. 35. A l'article 5, § 2, e), les mots « 5 points » sont remplacés par les mots « 10 points ».

Art. 36. L'article 5, § 2, f), est remplacé par la disposition suivante :

« Pour une personne handicapée prise en charge dans un centre d'hébergement, une norme individuelle complémentaire de besoins vitaux peut lui être attribuée lorsque celle-ci rencontre quotidiennement une situation particulière à caractère médical pour laquelle l'absence d'intervention rapide en matière de prestations paramédicales ou de soins infirmiers est de nature à entraîner un risque majeur pour sa santé. »

Art. 37. L'article 6 est modifié comme suit : « Parmi le personnel de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, la subvention prend en compte au maximum 0,067 ETP de la fonction éducateur chef de groupe par ETP subventionné. »

Art. 38. L'article 9, § 2, est remplacé par la disposition suivante : « La prise en charge de crise est nécessitée par une aggravation d'une déficience principale ou associée d'une personne handicapée, liée directement ou indirectement à l'état psycho-social ou à l'état de santé de cette personne. Elle est immédiate et sa durée ne peut être supérieure à 120 jours par an.

La norme individuelle de base est fixée par convention conclue entre le centre concerné et l'administration, sans être supérieure à la norme individuelle de base applicable dans le centre d'hébergement :

- de 35 % si la personne handicapée est évaluée en catégorie B telle que définie à l'annexe 5;
- de 75 % si la personne handicapée est évaluée en catégorie C telle que définie à l'annexe 5. »

Art. 39. L'article 9, § 4, alinéa premier, est remplacé par la disposition suivante : « La prise en charge légère concerne une personne handicapée adulte qui, ayant un niveau d'autonomie objective, ne nécessite pas un encadrement tel que fixé par la norme individuelle de base, et dont la prise en charge vise à préparer la réinsertion en famille ou la mise en autonomie dans des logements individuels ou des logements communautaires à raison de maximum quatre personnes handicapées par unité de logement. »

Art. 40. L'article 14 est remplacé par l'article rédigé comme suit :

« A titre transitoire pour la période allant du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2004, par dérogation à l'article 5, § 2, b) à f), alinéa 1^{er}, et pour les centres dont toutes les personnes handicapées prises en charge n'ont pas été évaluées une première fois en application de l'annexe 5, la norme individuelle supplémentaire, la norme individuelle vacances, la norme individuelle vieillissement, la norme individuelle complémentaire, la norme individuelle liée au bien-être et au maintien des besoins vitaux correspondent à la répartition des personnes handicapées établie par pourcentage et par centre, telle que fixée par le Membre du Collège chargé de la politique des personnes handicapées.

A titre transitoire pour la période allant du 1^{er} juillet 2004 au 31 décembre 2004, le pourcentage déterminant la répartition des personnes handicapées tel que fixé conformément à l'alinéa précédent, est attribué à chaque personne handicapée du centre par le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées. »

Art. 41. A l'annexe 1^{re} de E3, une seconde remarque est ajoutée et libellée comme suit : « Un centre dont le nombre de personnes handicapées inscrites est inférieur à 10 n'entre pas dans ce calcul. »

Art. 42. A l'annexe 2, d), les mots « 0,32 ETP par personne handicapée » sont remplacés par les mots :

- « - 0,32 ETP par personne handicapée pour les 3 premières personnes handicapées qui au sein d'un centre, bénéficient de la norme individuelle vieillissant,
- 0,24 ETP par personne handicapée à partir de la 4^e personne handicapée qui au sein d'un centre, bénéficie de la norme individuelle vieillissant. »

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté 99/262/E4 du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés*

Art. 43. A l'article 5, § 2, c), les mots « une déficience qui n'est pas directement la conséquence de la déficience principale » sont remplacés par les mots « une déficience qui s'ajoute à la déficience principale ».

Art. 44. A l'article 9, 5^e alinéa, la dernière phrase est remplacée par : « - 26,54 € pour le médecin spécialiste qui entre en fonction dans le centre à partir du 1^{er} janvier 2003. »

Art. 45. Un article 9bis est inséré et libellé comme suit : « A titre transitoire pour la période allant du 1^{er} janvier 2004 au 30 juin 2004, par dérogation à l'article 5, § 2, b) et c), la norme de base et la norme individuelle complémentaire correspondent à la répartition des personnes handicapées établie par pourcentage et par centre, telle que fixée par le Membre du Collège chargé de la politique des personnes handicapées.

A titre transitoire pour la période allant du 1^{er} juillet 2004 au 31 décembre 2004, le pourcentage déterminant la répartition des personnes handicapées tel que fixé conformément à l'alinéa précédent, est attribué à chaque personne handicapée du centre par le Membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées. »

Art. 46. A l'annexe 1^{re}, le titre et les points a et b sont remplacés par la disposition suivante :

« NORMES D'ENCADREMENT CONCERNANT LA DIRECTION, LE PERSONNEL ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

a) Normes de direction

Capacité agréée par agrément	Nombre d'équivalents temps plein
De 20 à 49	0.50
De 50 à 119	1.00
De 120 à 149	1.25
De 150 à 239	1.50
A partir de 240	2.00

b) Normes du personnel administratif et comptable

Capacité agréée par agrément	Nombre d'équivalents temps plein
De 20 à 29	1,3
De 30 à 59	2
De 60 à 89	2,4
De 90 à 139	3
De 140 à 199	4
A partir de 200	5

Art. 47. A l'annexe 2, b), les chiffres « 030, 040 et 120 » sont ajoutés dans les catégories du groupe 3.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 48. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Art. 49. Le membre du Collège chargé de la Politique des Personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} avril 2004.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

E. TOMAS,

Président du Collège

W. DRAPS,

Membre du Collège chargé de la Politique des Personnes handicapées

A. HUTCHINSON,

Membre du Collège chargé du Budget

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 1603

[C — 2004/31197]

1 APRIL 2004. — **Besluit 2003/1235 van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 25 april 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten, het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen, het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 november 2002 inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapte personen en het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 november 2002 inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra voor schoolgaande kinderen**

Het College,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid de artikelen 36, 37 en 38;

Gelet op het besluit 99/262/E1 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten;

Gelet op het besluit 99/262/E2 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen;

Gelet op het besluit 99/262/E3 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002 inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapte personen;

Gelet op het besluit 99/262/E4 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 november 2002 inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra voor schoolgaande kinderen;

Gelet op het besluit 2001/549 van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 houdende wijziging van diverse wetgevingen tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling.

Gelet op het advies van de afdeling « Gehandicapten » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Volksgezondheid, gegeven op 26 november en 1 december 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 2003;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met het Budget, gegeven op 10 december 2003;

Gelet op de beraadslaging van het College van 11 december 2003 over de aanvraag om advies die de Raad van State moet geven binnen een termijn die een maand niet overschrijdt;

Gelet op het advies nr. 36.381/4 van de Raad van State, bij toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het lid van het College belast met het gehandicaptenbeleid,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit 99/262/E1 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 april 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapten*

Art. 2. Artikel 5, punt 13 wordt vervangen door :

« De adviezen van opname en ontslag van de opgevangen of gehuisveste gehandicapten binnen de vijf dagen aan het bestuur overmaken volgens dit laatste opgestelde modellen en het bestuur informeren over de binnen een gekende termijn voorziene ontslagen; ».

Art. 3. In artikel 3, eerste lid, worden de woorden « het lid van het College » vervangen door de woorden « het College ».

Art. 4. In artikel 33, § 2, wordt een vierde, als volgt opgesteld lid toegevoegd :

« Als op de datum van de oorspronkelijke erkenning, en voor elke vóór 30 juni 2004 ingediende aanvraag om erkenning, het aantal in het centrum opgevangen of gehuisveste gehandicapten lager is dan het aantal voorzien in artikel 5 punt 6 van E1 zoals gewijzigd door artikel 10, derde lid van E3, wordt het aantal berekend op basis van het aantal ingeschreven personen, zonder dat § 3 van artikel 5 wordt toegepast. »

Art. 5. In artikel 34, § 1 wordt een als volgt opgesteld lid toegevoegd « De beslissing van de pluridisciplinaire equipe heeft gevolgen vanaf de maand die erop volgt ». In § 2 van hetzelfde artikel, worden de woorden « van een functie, opgenomen in het medisch personeel of in de psychologische, educatieve, re-educatieve en sociale ploeg of in het technisch personeel » vervangen door « in een personeelscategorie ».

Art. 6. In artikel 35, tweede lid, wordt het woord « voorgaand » vervangen door « voorlaatste »

Art. 7. In artikel 36 wordt § 1 vervangen door de volgende bepaling : « § 1. Het personeel wordt in de volgende vijf categorieën ingedeeld :

- het medisch personeel;
- de psychologische, educatieve, re-educatieve en sociale equipe;
- het administratief en boekhoudkundig personeel;
- het directiepersoneel;
- het technisch personeel. »

Art. 8. In artikel 36, § 3, worden de woorden « de directie, in de administratieve ploeg » vervangen door de woorden « het directiepersoneel, het administratief en boekhoudkundig personeel ».

Art. 9. Artikel 38, punt 4, wordt aangevuld met de volgende bepaling : « De toelage voor personeelskosten van de erkende equipe wordt berekend op basis van de in bijlage I NM van het besluit NM vastgelegde normen en omvat de patronale lasten en andere, in bijlage V NM van het besluit NM vastgelegde voordelen op basis van de in bijlage IV NM van het besluit NM vastgestelde anciënniteit. De baremaschalen die met elke functie overeenstemmen zijn vastgelegd in bijlage II NM van het besluit NM. De betoelaagde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot die functies zijn vastgelegd in bijlage III NM van het besluit NM.

Deze toelage wordt met één percent vermeerderd om de gerechtvaardigde kosten voor opleiding en supervisie van het betoelaagd personeel te dekken. »

Art. 10. In artikel 45, § 2, worden de woorden « of de kosten van de dienstverlenende personen inzake beheer van de door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid erkende vergoedingen en lonen » ingelast tussen de woorden « van het sociaal secretariaat » en « op voorwaarde dat ».

Art. 11. In artikel 46, § 2, laatste lid, wordt het woord « opgevangen » vervangen door « ingeschreven » en na de woorden « dagcentra », worden de woorden « of in dagcentra voor schoolgaande kinderen zoals bepaald in het besluit 99/262/E2 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen » toegevoegd.

Art. 12. In artikel 51, § 1, worden de bedragen van « € 90 » en « € 164 » vervangen door « maximum € 82,50 » en « maximum € 150,00 ».

Art. 13. In artikel 51 wordt een als volgt opgestelde derde paragraaf toegevoegd : « De in dit artikel voorziene bedragen worden verminderd rekening houdend met 30 dagen per maand naar rato van :

- de dagen afwezigheid gewettigd door een medisch attest,
- de dagen afwezigheid gewettigd door een hospitalisatieattest,
- de dagen afwezigheid gewettigd door een gerechtelijk plaatsingsbesluit,
- de dagen afwezigheid in de maand waarin de gepersonaliseerde prestatieovereenkomst begint of eindigt. »

Art. 14. In artikel 52, punt 2, wordt het woord « maximum » toegevoegd voor het bedrag van « € 838 »

Art. 15. In artikel 52, worden de punten 4, 5, 6 en 7 geschrapt.

Art. 16. In artikel 52 wordt een nieuw, als volgt opgesteld punt 4 ingelast : « De in dit artikel voorziene bedragen worden verminderd rekening houdend met 30 nachten per maand naar rato van :

- de dagen afwezigheid gewettigd door een medisch attest,
- de dagen afwezigheid gewettigd door een hospitalisatieattest,
- de dagen afwezigheid gewettigd door een gerechtelijk plaatsingsbesluit,
- de dagen afwezigheid in de maand waarin de gepersonaliseerde prestatieovereenkomst begint of eindigt,
- de dagen afwezigheid van 24 opeenvolgende uren tijdens de weekends en feestdagen, het weekend vangt aan op vrijdag om 19 uur en duurt tot maandag om 7 uur en de feestdag begint de dag ervoor om 19 uur en eindigt de dag erna om 7 uur,
- de dagen afwezigheid tijdens de schoolvakantieperioden voor de gehandicapte jonger dan 21 jaar of ouder dan 21 jaar en schoolgaand,
- van maximum 30 dagen afwezigheid voor vakantie voor de gehandicapte vanaf 21 jaar die niet meer schoolgaand is. »

Art. 17. Artikel 53 wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 56 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. Wanneer de gehandicapte het maximumbedrag van de in artikel 51 vastgestelde financiële bijdrage niet kan storten, wordt die bijdrage door het bestuur verminderd in functie :

- het nettobelastbaar inkomen dat voorkomt op het meest recente aanslagbiljet van het gezin wanneer de gehandicapte jonger is dan 21,
- van zijn inkomsten en reële lasten wanneer de gehandicapte 21 is of ouder;

§ 2. Wanneer de gehandicapte het maximumbedrag van de in artikel 52, punt 1, vastgestelde financiële bijdrage niet kan storten, wordt die bijdrage door het bestuur verminderd in functie van het nettobelastbaar inkomen dat voorkomt op het meest recente aanslagjaar van het gezin.

§ 3. Wanneer de gehandicapte het maximumbedrag van de in artikel 52, punt 2, vastgestelde financiële bijdrage niet kan storten, wordt die bijdrage door het bestuur verminderd in functie van zijn inkomsten en reële lasten

§ 4. Wanneer de gehandicapte zijn inkomsten en lasten gewijzigd ziet, is zij ertoe gehouden te zorgen voor bewijsstukken die die wijziging aantonen. Het bedrag van de financiële bijdrage wordt door het bestuur herzien in functie van die bewijsstukken.

§ 5. Het verlaagd bedrag van de financiële bijdrage mag niet lager zijn dan de helft van de in de artikelen 51 en 52 voorziene bedragen. »

Art. 19. In artikel 58 worden de woorden « overeenkomstig de in de gepersonaliseerde overeenkomst voorziene modaliteiten, » ingelast tussen de woorden « de financiële bijdrage, » en de woorden « een supplement gevraagd ».

Art. 20. In artikel 60 worden de woorden « 31 juli » vervangen door de woorden «30 juni ».

Art. 21. In artikel 71 wordt de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag op 31.12 van het jaar n-1} \times \text{gemiddelde gezondheidsindex van het jaar n-1}}{\text{gemiddelde gezondheidsindex van het jaar n-2}}$$

vervangen door de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorafgaand jaar}}{\text{gezondheidsindex van december 2001}}$$

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het besluit 99/262/E2 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen

Art. 22. In artikel 3, laatste lid, worden de woorden « worden hiermee gelijkgeschakeld » vervangen door « kunnen hiermee gelijkgeschakeld worden ».

Art. 23. In artikel 5, worden de woorden « 18. binnen de vijf werkdagen een advies aan het bestuur overmaken betreffende opname en ontslag van de opgevangen gehandicapten, waarvan het model door het bestuur wordt vastgesteld » toegevoegd na het punt 17.

Art. 24. In artikel 10, eerste lid, worden de woorden « opgevangen personen » vervangen door de woorden « personen die door het centrum opgevangen kunnen worden ».

Art. 25. In artikel 10, tweede lid, worden de woorden « een schooljaar » vervangen door de woorden « de periode gaande van 1 september van een gegeven jaar tot 31 augustus van het daaropvolgend jaar ».

Art. 26. In artikel 32, wordt het punt 3 aangevuld met de volgende bepaling : « De toelage voor personeelskosten van de erkende equippe wordt berekend op basis van de in bijlage I NM van het besluit NM vastgelegde normen en omvat de patronale lasten en andere, in bijlage V NM van het besluit NM vastgelegde voordelen op basis van de in bijlage IV NM van het besluit NM vastgestelde anciënniteit. De baremaschalen die met elke functie overeenstemmen zijn vastgelegd in bijlage II NM van het besluit NM. De betaalde functies en de specifieke toegangsvoorwaarden tot die functies zijn vastgelegd in bijlage III NM van het besluit NM.

Deze toelage wordt met één percent vermeerderd om de gerechtvaardigde kosten voor opleiding en supervisie van het betaalde personeel te dekken ».

Art. 27. In artikel 47 worden twee, als volgt opgestelde leden toegevoegd :

« In functie van de in de gepersonaliseerde prestatieovereenkomst aangeduide dagelijkse aanwezigheid, wordt de financiële bijdrage per 10e verminderd a rato van de voorziene halve dagen afwezigheid.

De financiële bijdrage is verschuldigd voor de eerste vijf dagen van elke afwezigheid van meer dan vijf dagen en gewettigd met een medisch attest. »

Art. 28. In artikel 45 worden de woorden « aanwezigheid of waarvoor is ingeschreven » toegevoegd na de woorden « € 4 per dag ».

Art. 29. Artikel 48 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de gehandicapte het maximumbedrag van de in artikel 44 vastgestelde financiële bijdrage niet kan storten, wordt die bijdrage door het bestuur verminderd in functie van het nettobelastbaar inkomen dat voorkomt op het meest recente aanslagbiljet van het gezin.

Het verlaagd bedrag van de financiële bijdrage mag niet lager zijn dan de helft van de in de artikelen 44 en 45 voorziene bedragen. »

Art. 30. In artikel 52, worden de woorden « 31 juli » vervangen door de woorden « 30 juni ».

Art. 31. In artikel 56, wordt de la formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag op 31.12 van het jaar } n-1 \times \text{gemiddelde gezondheidsindex van het jaar } n-1}{\text{gemiddelde gezondheidsindex van het jaar } n-2}$$

vervangen door de formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorafgaand jaar}}{\text{gezondheidsindex van december 2001}}$$

Art. 32. In artikel 58, tweede lid, wordt het getal « 2004 » vervangen door het getal « 2005 ».

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het besluit 99/262/E3 van het College van de Franse Gemeenschap van 28 november 2002 inzake de begeleidingsnormen in de dagcentra en de verblijfscentra voor gehandicapte personen

Art. 33. In artikel 5, § 2, d), tweede lid, worden de woorden « opvang overdag » vervangen door de woorden « opgevangen door een dagcentrum ».

Art. 34. In artikel 5, § 2, d), wordt een derde lid toegevoegd : « deze norm wordt per 10e toegekend a rato van het aantal halve dagen a aanwezigheid in het verblijfcentrum ».

Art. 35. In artikel 5, § 2, e), worden de woorden « 5 punten » vervangen door de woorden « 10 punten ».

Art. 36. Artikel 5, § 2, f), wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Aan een gehandicapte die in een verblijfcentrum wordt opgevangen kan een bijkomende individuele norm van vitale behoeften toegekend worden wanneer die gehandicapte dagelijks in een bijzondere situatie van medische aard verkeert waarvoor de afwezigheid van een snelle interventie inzake paramedische prestaties of verpleegkundige zorgen van dien aard is dat zij een verhoogd risico voor zijn gezondheid kan inhouden. »

Art. 37. Artikel 6 wordt als volgt gewijzigd : « Bij het psychologisch, educatief, re-educatief en sociaal personeel dekt de toelage maximum 0,067 V.T.E. van de functie opvoeder-teamleider per gesubsidieerd V.T.E. ».

Art. 38. Artikel 9, § 2, wordt vervangen door de volgende bepaling : « Het crisisverblijf is noodzakelijk omwille van een verslechtering van een deficiëntie, primordiaal of verbonden, van een gehandicapte persoon, die direct verband houdt met de psychologische toestand of de gezondheidstoestand van die persoon. Het verblijf neemt onmiddellijk aanvang en duurt niet langer dan 120 dagen per jaar.

De individuele basisnorm wordt bij overeenkomst vastgelegd tussen het centrum in kwestie en het bestuur, zonder dat hij de individuele basisnorm die van toepassing is in het verblijfcentrum, overschrijdt :

- van 35 % wanneer de gehandicapte in categorie B geraamd wordt zoals gedefinieerd in bijlage 5;
- van 75 % wanneer de gehandicapte in categorie C geraamd wordt zoals gedefinieerd in bijlage 5. »

Art. 39. Artikel 9, § 4, eerste lid, wordt vervangen door de volgende bepaling : « De lichte opvang betreft een volwassen gehandicapt persoon die een voldoende objectieve onafhankelijkheid heeft ontwikkeld om geen begeleiding nodig te hebben zoals bepaald door de individuele basisnorm en waarvan de opvang bedoeld is om hem voor te bereiden op de wederopname in het gezin of op een autonome plaatsing in een individuele of gemeenschappelijke woning a rato van maximum vier gehandicapte personen per wooneenheid. »

Art. 40. Artikel 14 wordt vervangen door een als volgt opgesteld artikel :

« Als overgangsmaatregel voor de periode gaande van 1 januari 2004 t.e.m. 30 juni 2004 en in afwijking van artikel 5, § 2, b) tot f), eerste lid, en voor alle centra waarvan alle opgevangen gehandicapten niet een eerste keer geëvalueerd zijn bij toepassing van bijlage 5, stemmen de supplementaire individuele norm, de individuele vakantienorm, de individuele verouderingsnorm, de complementaire individuele norm, de individuele norm verbonden aan het welzijn en aan het behoud van de vitale behoeften overeen met de verdeling van de gehandicapte personen opgemaakt per percentage en per centrum, zoals vastgelegd door het lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid.

Als overgangsmaatregel voor de periode gaande van 1 juli 2004 t.e.m. 31 december 2004, wordt het percentage dat de verdeling van de gehandicapte personen bepaalt zoals vastgelegd in het voorgaand lid, aan elke persoon van het centrum toegekend door het lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid. »

Art. 41. In bijlage 1 van E3 wordt een als volgt opgestelde tweede opmerking toegevoegd : « Een centrum waarvan het aantal ingeschreven gehandicapte personen minder bedraagt dan 10, wordt niet in de berekening opgenomen. »

Art. 42. In bijlage 2, *d)*, worden de woorden « 0,32 ETP per gehandicapte persoon » vervangen door de woorden :

« - 0,32 ETP per gehandicapte persoon voor de eerste drie gehandicapte personen in een centrum die de individuele verouderingsnorm genieten,

- 0,24 ETP per gehandicapte persoon vanaf de vierde gehandicapte persoon in een centrum die de individuele verouderingsnorm geniet. »

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het besluit 99/262/E4 van het College van de Franse Gemeenschap van 28 november 2002 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de dagcentra voor schoolgaande kinderen

Art. 43. In artikel 5, § 2, *c)*, worden de woorden « een deficiëntie die niet onmiddellijk verbonden is aan de voornaamste deficiëntie » vervangen door de woorden « een deficiëntie die bovenop de voornaamste deficiëntie komt ».

Art. 44. In artikel 9, vijfde lid, wordt de laatste zin vervangen door : « - 26,54 € voor de specialist voor een specialist in dienst in het centrum vanaf 1 januari 2003. »

Art. 45. Een als volgt opgesteld artikel *9bis* wordt toegevoegd : « Als overgangsmaatregel voor de periode gaande van 1 januari 2004 t.e.m. 30 juni 2004 en in afwijking van artikel 5, § 2, *b)* en *c)*, stemmen de basisnorm en de complementaire individuele norm overeen met de verdeling van de gehandicapte personen opgemaakt per percentage en per centrum, zoals vastgelegd door het lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid.

Als overgangsmaatregel voor de periode gaande van 1 juli 2004 t.e.m. 31 december 2004, wordt het percentage dat de verdeling van de gehandicapte personen bepaalt zoals vastgelegd in het voorgaand lid, aan elke persoon van het centrum toegekend door het lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid. »

Art. 46. In bijlage 1, worden de titel en de punten *a* en *b* vervangen door de volgende bepaling :

« BEGELEIDINGSNORMEN INZAKE DE DIRECTIE, HET ADMINISTRATIEF EN BOEKHOUDKUNDIG PERSONEEL

a) Normen voor de directie

Erkende capaciteit per erkenning	Aantal voltijdse equivalenten
Van 20 tot 49	0.50
Van 50 tot 119	1.00
Van 120 tot 149	1.25
Van 150 tot 239	1.50
Vanaf 240	2.00

b) Normen voor het administratief en boekhoudkundig personeel

Erkende capaciteit per erkenning	Aantal voltijdse equivalenten
Van 20 tot 29	1,3
Van 30 tot 59	2
Van 60 tot 89	2,4
Van 90 tot 139	3
Van 140 tot 199	4
Vanaf 200	5

Art. 47. In bijlage 2, *b)*, worden de getallen « 030, 040 et 120 » toegevoegd in de categorieën van groep 3.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 48. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2004.

Art. 49. Het lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid wordt belast met de uitvoering van deze beslissing.

Brussel, 1 april 2004.

Door het College van de Franse Gemeenschap :

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

W. DRAPS,

Lid van het College belast met het Gehandicaptenbeleid

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met de Begroting